

Les relations professionnelles à Singapour

Le cas des travailleurs migrants: le droit de grève à l'examen

Présentation par Stéphane Le Queux (JCU)

Institut de Recherches Economiques et Sociales, Paris, Juin 2013



ires

La gestion corporatiste du marché du travail comme élément central du développement économique

Depuis l'indépendance (1959), la gestion du marché du travail a constitué la clé de voute de la politique de développement économique du pays : « il y a bien peu d'endroits dans le monde autres que Singapour où la régulation sociale du marché du travail a été de façon si consistante et explicite une composante centrale de la stratégie de développement national »

La gestion corporatiste du marché du travail comme élément central du développement économique

La seule centrale syndicale singapourienne (*National Trade Union Congress*, NTUC), centrale protégée du gouvernement est symbiotiquement reliée au PAP et a depuis longtemps abandonné toute velléité conflictuelle pour se concentrer sur des activités de service.

La fusion des deux principales associations patronales en 1980 pour former le SNEF (*Singapore National Employers' Association*) est venue sceller la structure corporatiste des relations professionnelles.

Cette structure témoigne d'une forte interdépendance institutionnelle des partenaires sociaux et de l'État, avec par exemple une présence syndicale au sein du Ministère du travail.

Les caractéristiques du marché du travail

De 1960 à 2012, le nombre de personnes en emploi est passé d'un peu moins d'un demi-million à presque trois millions cinq (dont plus de 30% de travailleurs étrangers, catégorisés comme 'non-résidents'); le taux de chômage lui a diminué de 13.5% à 2.4% et le taux de participation au marché du travail de la population résidente est de 66.6%.

Le gouvernement vient d'annoncer qu'il entend d'accroître sa population de 30% d'ici 2030, et cela essentiellement via le recours à l'immigration en vue de contrebalancer son faible taux de natalité

Un régime représentatif exclusif

Bien qu'il ne soit pas techniquement illégal pour un travailleur étranger de rejoindre un syndicat, à moins que la convention collective en place ne le proscrive, ils n'y sont pas encouragés par les syndicats eux-mêmes ; il ne semble non plus que ceux-ci soit particulièrement enclins à se joindre aux syndicats singapouriens.

Les politiques d'emploi : vers davantage de flexibilité dans le cadre d'une approche productiviste

Le *National Wage Council* (NWC) est un conseil tripartite qui a pour mission explicite d'assurer que les salaires réels suivent les gains de productivité.

En 2012, recommandation fut faite d'augmenter la part fixe des bas salaires – indice probable de la montée d'une grogne sociale – mais tout en rappelant bien aux employeurs que les gains de productivité demeuraient l'impératif premier et que pour cela il leur appartient d'investir dans la technologie et des processus de production innovants.

Les politiques d'emploi : vers davantage de flexibilité dans le cadre d'une approche productiviste

Le développement de la main-d'œuvre représente aux yeux du gouvernement singapourien un élément primordial de sa compétitivité nationale.

Seulement, les dispositions et investissements déployés à cet égard ne concernent presque exclusivement que la population résidente singapourienne.

La grève des chauffeurs d'autobus de 2012

Les conditions de travail discriminatoires dont étaient victimes les chauffeurs chinois, en comparaison à leurs collègues malais et singapourien, furent à l'origine du déclenchement de la grève sauvage.

Les leaders sont formellement arrêtés en vertu de la loi sur les services essentiels et sont incarcérés.

Une trentaine d'autres se voient leur permis de travail révoqué et seront rapatriés en Chine, le reste des grévistes s'en sortant avec un avertissement. Les quatre chauffeurs arrêtés le 29 passèrent en cour au mois de février 2013 et furent condamnés de six à sept semaines de détention avant d'être eux-aussi rapatriés en Chine.

La grève des chauffeurs d'autobus de 2012

Les retranscriptions du procès révèlent que pour leur défense, ils affirmaient avoir décidé d'entamer la grève à défaut d'un droit d'accès à la négociation collective et à une représentation syndicale : l'accord collectif entre le syndicat des transports et la SMRT exclut en effet les travailleurs temporaires ou sur contrat à durée déterminée.

Le sort des travailleurs immigrés : discrimination et insécurité

L'homogénéité ethnique, une socialisation dans les dortoirs ghettoïsés de Singapour et une injustice commune sont autant de facteurs qui ont contribué à la mobilisation des chauffeurs d'autobus. Il est aussi probable que ces travailleurs aient également acquis, en Chine, le réflexe de s'organiser collectivement en dépit d'un syndicalisme sinon contraire, généralement coopté par les autorités.

Il n'en reste pas moins que leur colère renvoie à des conditions structurelles d'exploitation.

Le sort des travailleurs immigrés : discrimination et insécurité

A la discrimination salariale s'ajoutent une grande insécurité et précarité d'emploi. A tout moment les travailleurs étrangers peuvent voir leur contrat de travail résilié et se retrouver par conséquent rapatriés, ce qui confère la flexibilité numérique voulue en cas de ralentissement économique.

Exemple: En 2008, 2450 travailleurs – employés de la construction, du transport, du nettoyage et ouvriers divers – furent ainsi prématurément licenciés par leur employeur en réponse à la baisse d'activité liée à la crise financière.

Les limites d'un régime d'exclusion sociale

Singapour a la réputation d'une économie florissante, un modèle d'industrialisation escaladant les échelles de valeur ajoutée, plein cap vers une économie du savoir. Mais si ce modèle repose sur des politiques actives de développement de la main-d'œuvre singapourienne, chose moins connue, il se fait aussi largement sur le dos des travailleurs étrangers.

Les limites d'un régime d'exclusion sociale

La flexibilité et son pendant d'insécurité, elle, est le lot commun des immigrés qui, captifs du système des « *workpass* », pour leur grande majorité n'ont d'autres options que d'occuper les emplois non qualifiés, dégradant, dangereux et mal payés dont les singapouriens ne veulent pas.

Les « *workpass* » permettent ainsi une gestion à deux vitesses du marché du travail qui satisfait aux résidents singapouriens, sinon qu'ils s'inquiètent du fait que la présence croissante d'une main-d'œuvre étrangère mette de la pression sur les bas salaires et accroisse la congestion de la péninsule...

Les limites d'un régime d'exclusion sociale... Un climat social hostile

Le régime en place a façonné, depuis maintenant un demi-siècle, un dispositif discursif puissant d'identité nationale autour de valeurs de subordination individuelle à l'intérêt collectif et de relations harmonieuses fondées sur le consensus.

... L'un et l'autre expliquent les signes d'hostilité des Singapouriens, non seulement en regard des chauffeurs en grève pour lesquels la population exigeait une punition exemplaire, mais aussi plus généralement vis-à-vis des travailleurs immigrés comme récemment à l'endroit des employés domestiques.

Une fonction ambiguë du syndicalisme

S'il joue une part active dans la gestion du marché du travail dans le cadre de la stratégie productiviste poursuivie sous gouverne tripartite, il occupe également une fonction de chien de garde du social.

Yeo Guat Kwang, directeur adjoint de la section du NTUC en charge des travailleurs immigrés, l'énonçait à la BBC en 2010, les droits des travailleurs immigrés seront toujours subordonnés à l'intérêt national : « nous ne considérons pas la question des travailleurs immigrés en termes de droits de l'homme, on la considère en termes de (nos) besoins ». Et c'est là l'unique critère.

« When we look at the migrant workers' issue, we are not looking at it from the perspective of human rights. We are looking at it on a need basis... Like it or not, we need to sustain and grow an economy that is able to generate an annual per capita [GDP] of US\$35,000. At the end of the day, whatever factors would be able to help us to sustain the growth of the economy for the benefit of our countrymen, for the benefit of our country; we will definitely go for it »
